

Mai 2018 – N° 3

La Ccapex fait peau neuve !

La Ccapex

La Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (Ccapex) est co-présidée par le préfet et le président du Conseil Départemental.

Elle est compétente pour l'ensemble des procédures d'expulsion, qu'elles résultent d'un impayé de loyers, de troubles de voisinage ou de la reprise du logement par le bailleur à la fin du bail pour vente ou occupation personnelle.



Crédit photo : Udaif Hautes-Alpes

Deux sous-commissions

Deux sous-commissions, à Poitiers et Châtellerauld, sont chargées, après examen de situations individuelles, de délivrer des avis et des recommandations à tout organisme ou personne susceptible de participer à la prévention de l'expulsion, ainsi qu'aux bailleurs et aux locataires concernés par une situation d'impayé ou de menace d'expulsion. Ces sous-commissions s'appuient notamment sur les diagnostics sociaux et financiers réalisés par les travailleurs sociaux du Département et des CCAS de Poitiers et Châtellerauld.

Une nouvelle composition

Suite à consultation des partenaires, les membres de la commission ont été renouvelés par arrêté du 29 décembre 2017.

Un nouveau règlement intérieur

Par ailleurs, dans le cadre d'une réflexion pilotée par l'État et de Département et alimentée par un groupe de travail réuni le 18 décembre 2017, la commission s'est dotée d'un nouveau règlement intérieur, approuvé le 6 mars 2018. Ce travail s'inscrit dans l'action 5 du PDALHPD : « Favoriser une intervention précoce et une équité de traitement auprès des ménages menacés d'expulsion ».

La démarche a consisté notamment à définir des critères d'examen des situations en sous-commission en fonction du stade de la procédure et au regard des préconisations de l'instruction du 22 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan interministériel pour la prévention des expulsions locatives. La finalité étant de cibler l'intervention de la commission sur les situations les plus à enjeux et le plus en amont possible des demandes de concours de la force publique.

En savoir plus :

<http://www.vienne.gouv.fr/Politiques-publiques/Solidarite-hebergement-logement-et-populations-vulnerables/Hebergement-et-logement/Ccapex>

Les chiffres clés de 2017 dans la Vienne :

- . 6 assignations au tribunal d'instance pour résiliation de bail pour 1000 locataires
- . 865 diagnostics sociaux et financiers sollicités
- . 670 situations examinées en sous-commissions
- . 123 concours de la force publique accordés
- . 70 % des procédures sur Grand Poitiers
- . 2/3 des expulsions locatives dans le parc social

Le Département réorganise ses territoires d'intervention des politiques de solidarités

Le Département de la Vienne a engagé en 2017 une démarche afin d'harmoniser ses territoires d'intervention des politiques de solidarités. Ce sont désormais 5 nouveaux territoires des solidarités identiques pour toutes les politiques sociales départementales (action sociale, enfance, PMI, insertion, vieillesse) qui sont opérationnels depuis le 1^{er} janvier 2018 : le territoire 1 pour Châtelleraut, le territoire 2 pour Jaunay-Marigny et Loudun, le territoire 3 pour Poitiers, le territoire 4 pour Chauvigny et Montmorillon et, enfin, le territoire 5, pour Fontaine-le-Comte et Civray. L'ensemble des permanences sociales et médico-sociales est bien évidemment maintenu afin de garantir une proximité, notamment en ruralité. Les professionnels de l'action sociale continuent de vous accueillir dans les 9 Maisons départementales des solidarités (MDS) et MDS de proximité.

En savoir plus :

<http://www.laviennne86.fr/121-les-maisons-departementales.htm>

Territoires des Politiques des Solidarités du Département de la Vienne

à compter de 2018



Direction Générale Adjointe des Solidarités
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS cedex
Tél. : 05 49 45 90 45
■ laviennne86.fr



Lutte contre la précarité énergétique : le chèque énergie est déployé

Fin avril, les ménages de la Vienne anciennement bénéficiaires des tarifs sociaux de l'énergie ont été destinataires du chèque énergie, nouveau dispositif de lutte contre la précarité énergétique.

Le chèque énergie est attribué sous conditions de ressources (déclaration de ressources aux services fiscaux), pour un montant moyen annuel de 150 € par ménage. Le bénéficiaire ne fait aucune démarche spécifique et reçoit le chèque à son nom et domicile, annuellement.

Le chèque énergie permet de régler tous les types de dépenses d'énergie : factures des fournisseurs d'électricité, de gaz, de fioul domestique, de bois, etc. Il est également accepté pour le règlement de certaines dépenses liées à la rénovation énergétique du logement (intervention d'un professionnel certifié).

Pour régler ces dépenses, les bénéficiaires peuvent remettre leur chèque énergie au professionnel ou l'utiliser en ligne sur le portail et devront veiller à envoyer leur attestation aux autres fournisseurs éventuels.

En savoir plus :

<https://www.chequeenergie.gouv.fr>

Site des services de l'Etat dans la Vienne

Les prochaines échéances

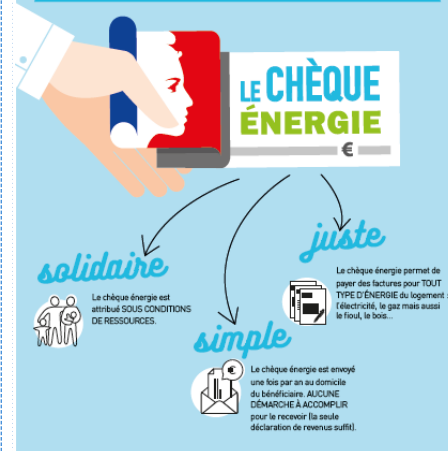
- 29 mai 2018 : groupe d'animation du PDALHPD

- 5 juin 2018 : réunion technique du Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne

Conception et réalisation : Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) – Département – Comité de rédaction

Pour toutes questions sur le **fil** ou sur les événements présentés, contactez le service Politiques sociales du logement de la DDCS : ddcs-pecad@vienne.gouv.fr

L'Etat accompagne les ménages à revenus modestes pour payer leurs factures d'énergie



Le chèque énergie remplace les tarifs sociaux de l'énergie à partir de 2018. Pour en bénéficier, à aucun moment le bénéficiaire n'est démenté (ni à son domicile, ni par téléphone), ni ne doit communiquer ses revenus fiscaux. Toute utilisation se fera sans se démentir.

chequeenergie.gouv.fr

